

# Vigilances

La lettre  
du



N°39 : janvier 2006

## La fin des réponses d'évidence

Une majorité de Français a voté non au référendum sur le Traité constitutionnel européen. Une minorité de jeunes s'est révoltée dans les banlieues. Pour beaucoup d'observateurs de tels événements traduisent le décalage qui s'est installé entre le pays et ses institutions, entre le pays et les élites politiques. **Les travaux de Sociovision Cofremca montrent que la problématique est internationale et qu'elle ne relève plus de la thématique du décalage.** Les citoyens ne sont pas plus en décalage par rapport aux institutions que les consommateurs par rapport aux marques ou que les salariés par rapport à leur entreprise.

En réalité, les Français ne sont pas en décalage par rapport au monde politique, ils sont ailleurs, dans une autre société. Les consommateurs ne sont pas en décalage avec les marques, ils sont sur une autre planète de la consommation qui échappe aux marques. Les salariés ne sont pas en décalage avec leur entreprise, ils réinventent dans le tissu microsocial de l'entreprise un autre rapport au lien social qui échappe aux dirigeants.

**Les Français ne sont pas en repli, bloqués sur des positions conservatoires, ils sont en re-programmation** et réinventent une vie quotidienne qui prend à revers les décideurs politiques, les décideurs d'entreprises et les représentants des institutions intermédiaires. L'analyse de la relation que les Français entretiennent avec l'Europe est assez illustrative de la fragmentation des attitudes et de la difficulté à rassembler une nation sur un projet commun. Elle est également un excellent exemple de l'inadéquation des méthodes de pilotage de l'action publique face à une société plus complexe et plus diverse.

**Les décideurs, quels qu'ils soient et, plus généralement le management, continuent à appliquer des méthodes d'hier à une société spontanée qui s'est profondément transformée.** A coup de sondages d'opinions (qui ratent le réel et flattent les décideurs) pour les uns, de CRM (Customer Relation Management) ou d'ERP (Entreprise Ressource Planning) pour les autres, ils ont perdu le contact avec la société, ils sont dans une stratosphère dont les paradigmes dominants relèvent de la société d'hier. Ils s'accrochent à des données quantitatives et abstraites là où il faudrait sentir et toucher les choses pour avoir une chance de les comprendre un peu et d'agir mieux. Ils rêvent à des systèmes d'informations aussi simplificateurs qu'illusoire dans leurs résultats. Ils sont encore dans le paradigme mécanique où il s'agit d'appuyer sur un bouton pour que l'action soit efficace. Ils n'ont pas tiré les conséquences opérationnelles d'une société de gens autonomes, d'une société où la diversité s'accroît, du saut de complexité considérable que l'autodétermination des personnes et la mondialisation des échanges ont engendré.

Patrick Degrave

---

**Dossier : *Intégrismes et modernité*, par Danièle Hervieu-Léger, Présidente de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, page 6.**

© Club des Vigilants 2006 - Ce document est la propriété exclusive du Club des Vigilants ; toute reproduction même partielle est interdite sans autorisation préalable du Club des Vigilants.

# Alertes



## Mondialisation schizophrène

Les actionnaires bénéficient de la mondialisation puisque les profits des grandes entreprises s'accroissent. Les consommateurs profitent de la mondialisation puisqu'ils achètent bon marché des produits importés. En revanche, les salariés (à l'exception de ceux dont l'expertise est internationalement valable) pâtissent de la mondialisation puisque la concurrence devient féroce sur le marché du travail. **L'équation est difficile à résoudre puisque la plupart des gens sont à la fois consommateurs et salariés.** Dans un monde idéal, le consommateur ne devrait pas se ruiner sur les produits les moins chers afin de privilégier les productions locales. Mais, pourquoi le ferait-il puisque son emploi à lui ne serait pas directement sauvé par cette démarche altruiste ? Ainsi, s'engage-t-on dans une impasse. La mondialisation, malgré ses avantages, sera en danger si le risque de schizophrénie n'est pas pris en compte. Tôt ou tard, les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce devront être amendées. Peut-être s'orientera-t-on vers une formule à deux vitesses : mondialisation pour tout ce qui relève des grandes entreprises ; subsidiarité pour quelques productions et services locaux qu'il faudrait préserver. 90 % d'un côté et 10 % de l'autre ? Quotas plutôt que droits de douane ? Les discussions seront âpres mais elles seront.

M.U

## La tentation de Blair

David Cameron, le nouveau leader du Parti Conservateur britannique, est aussi jeune que Tony Blair l'était lorsqu'il a pris en main le « New Labour ». Il a aussi fréquenté les mêmes écoles et animé le même club dans la même université. **De là à dire que Blair peut avoir plus de sympathie pour cet adversaire qu'il n'en a pour son successeur désigné, il n'y a pas loin.** Gordon Brown, l'actuel ministre des finances a toujours été son rival et attend avec une impatience (trop) visible de prendre la relève. Il est un peu pour Blair ce que Rocard était pour Mitterrand. Le Premier ministre éprouverait sans doute un malin plaisir à voir tomber cet encombrant héritier !

## De l'importance d'être prévisible

Plus le changement est rapide, plus les gens agissent en fonction de l'idée qu'ils se font du lendemain. **Le monde moderne ne vit pas au présent, il se nourrit d'anticipations.** D'où l'importance d'être prévisible. C'est évident lorsqu'il s'agit d'investissement. Ainsi, des coûts de production élevés mais dont l'évolution est quasi programmée - comme c'est le cas en Allemagne - découragent moins les investisseurs potentiels que la crainte de mauvaises surprises. De même, la stabilité politique attire alors que l'incertitude effraye. De ce point de vue, il n'y a pas que les pays « en développement » qui aient des problèmes. **L'UE, elle-même, donne une impression de flou.** Elle a beau agir et ses actions ont beau être efficaces dans de nombreux domaines, elle manque d'un cadre susceptible d'indiquer clairement de quoi son lendemain sera fait. C'est essentiellement pour cela qu'une « Constitution » était nécessaire et que le « non » a été destructeur. D'une façon ou d'une autre, il faudra réinventer une formule qui apprivoise l'avenir.

M.U

## 60 + 140 = 200

Depuis cinq ans, Vigilances a souligné à plusieurs reprises l'importance que prendront les sables bitumineux canadiens dans la production d'énergie. Les procédés d'extraction sont relativement coûteux mais, au prix où est le pétrole, **la rentabilité semble assurée.** Les grandes compagnies ont déjà investi 60 milliards de dollars et 140 milliards ont été programmés pour les deux prochaines années. En 2008, 200 milliards auront donc été injectés. Et ce n'est pas fini. L'Etat d'Alberta, à lui seul, dispose en équivalent pétrole de réserves supérieures à celles de l'Arabie.

## La vie humaine n'a pas de prix mais elle a un coût

Sous le titre « Quand les jeunes se vengeront », Vigilances a déjà attiré l'attention sur la « galère » des jeunes qui peinent pour trouver un logement, pour trouver du travail et qui devront payer la facture des déficits publics accumulés par des gouvernements élus par leurs aînés. Nul doute que s'ils avaient leur mot à dire, ces jeunes commenceraient par amender le système de retraite par « répartition ». Le problème de la sécu s'annonce, cependant, encore plus explosif que celui des retraites. Non seulement les gens vivent de plus en plus vieux mais les soins, étant de plus en plus sophistiqués, coûtent de plus en plus cher. Sous l'effet conjoint de ces deux phénomènes, les dépenses de santé vont continuer à croître. Si donc les vieux ne sont pas appelés, d'une façon ou d'une autre, à payer davantage pour eux-mêmes, les jeunes finiront par se lasser. Surtout, **si le droit de « mourir dans la dignité » n'est pas reconnu et encadré éthiquement par la loi, le balancier risque d'aller trop loin dans le sens de l'euthanasie.** On peut craindre que des jeunes Rmistes à 500 euros par mois ne supportent pas de voir des hôpitaux dépenser 2000 euros par jour pour maintenir en vie, pendant plusieurs années, une vieille personne hémiparétique et quasi végétative. Mieux vaudrait réformer à temps que risquer une guerre entre générations.

Benoit Silvain

## Grandeur et gaspillage

Pierre-Gilles de Gennes a beau être prix Nobel, il peut se tromper. Espérons le car, s'il ne se trompe pas, le réacteur expérimental ITER, censé ouvrir la voie de la fusion nucléaire, ne serait rien d'autre qu'un immense gaspillage. Dans une interview au journal *Les Echos* (12 janvier 2006), **Pierre-Gilles de Gennes met en cause aussi bien la méthode que la finalité du projet.**

**La méthode :** « *Avant de construire un réacteur chimique de cinq tonnes, on doit avoir entièrement compris le fonctionnement d'un réacteur de 500 litres et avoir évalué tous les risques qu'il recèle. Or, ... on n'est pas capable d'expliquer complètement l'instabilité des plasmas ni les fuites thermiques des systèmes actuels. On se lance dans quelque chose qui, du point de vue d'un ingénieur en génie chimique, est une hérésie. Et puis ... croire que des bobinages supraconducteurs, servant à confiner le plasma, soumis à des flux de neutrons rapides comparables à une bombe H, auront la capacité de résister, pendant toute la durée de vie d'un tel réacteur (10 à 20 ans) me paraît fou.* »

**La finalité** paraît tout aussi absurde à Pierre-Gilles de Gennes : « *Un réacteur de fusion c'est à la fois Super Phénix et La Hague au même endroit. Si, avec Super Phénix on a réussi à gérer un réacteur à neutrons rapides, ce serait difficile à reproduire sur 100 réacteurs en France – ce qu'exigeraient les besoins électriques nationaux – car ces installations réclament les meilleurs techniciens pour obtenir un résultat très raffiné dans des conditions de sécurité optimale. Et ce serait littéralement impossible dans le Tiers Monde ... Sans compter qu'il faudrait construire une usine du type de La Hague pour pouvoir traiter sur site les matières fissibles extrêmement chaudes qu'on n'a pas le droit de transporter par voie routière ou ferroviaire. Vous rendez-vous compte !* ».

Le gouvernement français était à la pointe du combat en faveur du projet. L'Union Européenne a suivi avec beaucoup plus d'enthousiasme que les Etats-Unis et autres participants. Les pays membres et, plus particulièrement la France vont, pendant 30 ans, consacrer à ITER **au moins 10 %** des fonds alloués à la Recherche.

## Révolution technologique et ascenseur social

On peut, aux Etats-Unis, partir de rien et devenir milliardaire. Le cas de Google est exemplaire. Ses jeunes créateurs sont maintenant plus riches que les principaux actionnaires d'IBM. Leur société emploie déjà plus de mille millionnaires et finance des « Start Up » qui, à leur tour, engendreront de nouveaux milliardaires. Ainsi, l'esprit d'entreprise, la proximité entre recherche et développement, la disponibilité du capital-risque se conjuguent pour créer un écosystème favorable à l'éclosion de nouvelles et gigantesques fortunes. Selon un enquête publiée par le New York Times, et portant sur des statistiques établies en 2004, **37 seulement des Américains les plus riches sont des héritiers. Vingt ans plus tôt, ils étaient presque 200.** Preuve que la révolution technologique fournit du carburant à l'ascenseur social. Un carburant encore trop rare en France où les héritiers sont plus nombreux que les créateurs.

## Technologie de la relation

Les parents ont du mal à comprendre pourquoi leurs enfants passent un temps fou à « chatter sur MSN » avec leurs copains. Certains jeunes (à partir de 10 ans) peuvent passer jusqu'à cinq heures par jour (ou par nuit) à envoyer et recevoir des messages, textes, photos, vidéos, MP3, etc. Ces jeunes, une fois devenus adultes, changeront peut-être de préoccupations mais ne perdront certainement pas l'habitude de fonctionner en « tribu-réseau ». On passe ainsi de la Technologie de l'Information et de la Communication à ce que Joël de Rosnay appelle la « Technologie de la Relation ». Les conséquences, tant sur les modes de consommation que sur le fonctionnement des institutions politiques seront immenses. Pourquoi militer dans un grand parti si l'on peut se tailler un groupe sur mesure ? Pourquoi accepter les oukases venues d'en haut si l'on peut s'impliquer directement dans la définition et dans la mise en œuvre des objectifs souhaités ? La démocratie de masse ne fonctionne plus, la démocratie participative ne fonctionne pas encore, les enfants d'aujourd'hui l'inventeront. Pour cela, cependant, ils devront faire quelques progrès. **Pour l'instant, leur réseau est plus « conversationnel » que vraiment « relationnel »**. S'ils veulent passer du stade « café du commerce » à un stade susceptible de préfigurer une action, il faudra qu'émerge au cas par cas un élément structurant. Et si la « tribu-réseau » devient grande, il faudra aussi qu'un certain nombre de règles soient adoptées. Tout cela, sans doute, se fera. Spontanément.

M.U.

## Le Juppé nouveau va arriver

Lorsqu'il était Premier ministre, Alain Juppé se comportait en « Monsieur Je Sais Tout ». Il comprenait avant d'avoir écouté et décidait sans avoir consulté. Son parcours à l'Université de Montréal semble l'avoir humanisé. Les nombreux visiteurs de son Blog-Notes (<http://www.al1jup.com/>) sont frappés par la spontanéité des propos. **Encore faudrait-il que le séjour québécois de l'ancien Premier ministre serve à quelque chose**. Le Canada s'est transformé en quelques années. Il est maintenant à la pointe de la modernité. Alain Juppé pourrait employer utilement ses capacités d'analyse en s'efforçant de comprendre et faire comprendre pourquoi les réformes ont réussi là-bas et échoué en France ... notamment lorsqu'il était au pouvoir.

## Paris risqués

Pour vendre en Chine, il faut offrir de partager de la technologie. C'était déjà vrai pour les télécoms, cela le devient pour les avions, ce le sera demain pour les centrales nucléaires. Noël Forgeard, co-président exécutif d'EADS (maison mère d'Airbus), assure que ce n'est pas dangereux car **la technologie de demain sera différente de celle d'aujourd'hui**. Certes ! Mais les Chinois forment à grande vitesse des élites scientifiques. La course à l'innovation ne fait que commencer.

## Vieil art nouveau

L'art « réaliste » redevient à la mode. Les peintures, qu'affectionnaient aussi bien Staline qu'Hitler et qui glorifiaient le « peuple », trouvent à nouveau des amateurs dans les salles de vente. **Simple réaction contre l'omniprésence de l'art abstrait ?** Début de rejet de l'esthétique du porno ? Espérons que ce n'est pas un signe avant-coureur de résurgence totalitaire !

## Vocabulaire

Il y a quelques dizaines d'années, les femmes avaient peur de « **tomber enceinte** ». Maintenant, les gens ont surtout peur de « **tomber au chômage** ». La concordance de vocabulaire est frappante. Dans les deux cas, il y a comme référence à la fatalité. Or, la notion de progrès récuse la fatalité. On ne s'en remet plus à la Providence, l'Homme doit se montrer capable de forger son destin. Aussi, de deux choses l'une : ou bien on ne croit plus au progrès, ou bien tout doit être fait pour que les gens n'aient pas l'impression de « tomber » au chômage. Tout doit être fait pour que la reconversion, la réadaptation prennent la couleur du travail « choisi ».

## Galileo, un succès de l'Europe ?

Galileo, système de radionavigation européen, dont le premier satellite a été mis sur orbite le 28 décembre dernier, nous a été présenté comme « l'Europe qui gagne », expression à peine appuyée pour sous-entendre « pas comme le 29 mai », date du non français au référendum sur la constitution européenne. En effet, on peut facilement se flatter que l'Europe soit capable, dans un domaine de haute technologie et stratégiquement capital, de concurrencer les USA et leur système GPS, en proposant un système bien meilleur notamment en terme de précision. Ce serait toutefois oublier plusieurs détails.

Tout d'abord, **le retard accumulé par les européens sera difficile à combler** : les premiers concepts du GPS datent des années soixante et leur première application opérationnelle civile débute dès 1993. Douze ans après, l'Europe lance seulement le premier des 30 satellites prévus, pour lesquels aucune date n'est avancée. Et pour cause, **le financement n'est pas encore totalement assuré**. Il faudra vraisemblablement attendre la fin des tests prévus au mieux en 2008 pour qu'un calendrier définitif soit avancé. A l'image d'ITER (voir *Grandeur et gaspillage*, page 3), ce projet est budgétivore. Un certain nombre de domaines de recherche innovants pourraient en faire les frais. Pendant ce temps, les américains travaillent déjà à une nouvelle génération de GPS afin de corriger les défauts du système actuel. Elle est annoncée pour 2013.

Et en attendant, dans le monde entier le terme « GPS » restera le synonyme de radionavigation. En cela, l'Europe a déjà perdu la bataille des mots.

M. S. D.

## Consommer à l'oeil et à l'index

A Rülzheim, petite ville du sud-ouest de l'Allemagne, un supermarché propose à ses clients de payer leurs achats en apposant simplement leur index sur un boîtier lumineux. Il leur suffit, au préalable, d'avoir enregistré leur empreinte digitale et leurs coordonnées bancaires. Les marchands peuvent applaudir cette « avancée ». Mais au-delà de la sécurité des données personnelles et de leur protection, **qu'en est-il de la déconnexion totale entre l'acte d'achat et le prix que cela coûte ?** Aujourd'hui, l'on sait que bien des cas de surendettement sont dus à un octroi laxiste de crédits à la consommation. Dans le cas où l'exemple de Rülzheim fait école, apposer son index pour payer ne revient-il pas à donner aux Allemands plus d'appétence pour la consommation qui, comme chacun le sait, continue à être étique ?

## Cherche père biologique sur le Net

Agé de 15 ans, un adolescent, né d'une fécondation à partir du sperme d'un donneur anonyme, avait une obsession : **trouver la moindre parcelle d'information qui l'aiderait à retrouver son père biologique**. Nourri à l'Internet, comme tous les jeunes de sa génération, ses talents de limier l'amène à un site commercial qui gère une immense base de données génétique destinée à aider les gens dans leurs recherches généalogiques. Il leur envoie un échantillon d'ADN. Et là, bingo ! Le test effectué lui permet de trouver assez d'éléments pour remonter vers son père. **Ce précédent, s'il venait à se généraliser, et il n'y a aucune raison pour que cela ne soit le cas, ne sera pas sans conséquences**. Sur les banques de spermes, d'abord. Si l'anonymat des donneurs ne peut être assuré, le risque d'en tarir la source est grand. Mieux encore, cet exemple souligne la vulnérabilité née de la prolifération des bases de données génétiques – qu'elles soient établies par des institutions gouvernementales, de recherche ou des sociétés privées, etc. La probabilité d'usages abusifs n'en sera que plus grande et potentiellement dangereuse pour le respect des données privées. Ce qui risque de soulever, à coup sûr, d'épineuses questions d'ordre social, juridique, moral et éthique.

# Le dossier



## Intégrismes et modernité

Par **Danièle Hervieu-Léger**,  
Présidente de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Dans les années 70, la religion était considérée comme une affaire « privée ». Et du moment qu'elle était une affaire privée pour chacun, on pensait entrer dans un monde de relations apaisées où règnerait une forme de tolérance généralisée. On était aussi persuadé que les sociétés de haute modernité dans lesquelles nous vivions allaient faire école. Et on supposait que le processus de modernisation du reste de la planète aurait inmanquablement mené, à l'image des sociétés occidentales, à une progressive régression ou **un certain refoulement de la religion**. On le voit, 25 ans plus tôt, le débat ne portait pas tant sur la disparition des intérêts religieux ou des préoccupations spirituelles que sur le refoulement ou la perte de la religion dans les sociétés modernes. Ces faits, étayés à l'époque par un certain nombre d'enquêtes, donnèrent lieu à une large réflexion sur **les rapports entre la religion et les sociétés modernes**. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Force est de constater que, depuis un certain nombre d'années, cette haute modernité voit fleurir, dans toutes les couches sociales et dans toutes les régions du monde, **des formes de religiosité intégrale** qui prétendent englober, en les normant, tous les aspects de la vie. Elles s'accompagnent, le plus souvent, **de formes de communalisation**, réunions collectives des fidèles et des croyants, **qui tendent à encadrer de façon systématique tous les aspects de la vie des individus**. On voit ainsi, comme l'a fort bien résumé Marcel Gauchet, des sociétés modernes qui sont « sorties » de la religion. Mais l'on observe, dans le même temps et dans ces mêmes sociétés, la prolifération de mouvements religieux, de tendances religieuses, d'opinions religieuses qui ont une nette propension à se radicaliser. Ils remettent en cause la place, particulière, de la religion dans les sociétés modernes sécularisées et aspirent à en réinstaurer la primauté de la religion sur l'ensemble des aspects de la vie des individus.

Les raisons de cette contradiction ? Pour les uns, notamment les médias, ces phénomènes tiendraient au retard pris par certaines personnes, groupes ou sociétés pour entrer dans la modernité. Confrontés brutalement à la modernité, arrachées à leur identité première, **ces sociétés auraient tendance à se replier sur elles-mêmes et à rejeter en bloc les valeurs, que sont la reconnaissance des sphères autonomes du politique, du social, du religieux...**, portées par les sociétés modernes. Ce serait le cas, en 1979, de la révolution islamique en Iran qui aurait constitué une forme de choc en retour d'une modernisation brutale, menée à marche forcée contre les Iraniens. Pour d'autres, ces mouvements intégralistes procèderaient d'une forme de protestation, d'une sorte de pulsion anti-moderne. L'accélération des changements, la perte des repères et les inégalités intolérables pousseraient les gens vers une forme de religiosité qui ne serait rien d'autre que la quête d'un monde « réordonné ».

Or, que constate-t-on ? **Que les mouvements religieux intégralistes, loin de fleurir dans les couches sociales les plus éloignées de la modernité, se développent, et dans toutes les grandes traditions monothéistes, dans des couches sociales parfaitement intégrées à la modernité culturelle**. Un certain nombre de ces mouvements fleurissent ainsi dans des sociétés que l'on pourrait difficilement qualifier d'attardées. C'est le cas notamment aux Etats-Unis où, depuis 40 ans, l'essor des mouvements fondamentalistes protestants et leur prétention à normer l'ensemble de la société américaine ne connaissent aucun répit. Le même phénomène s'observe en Amérique Latine ou dans les anciens pays du bloc soviétique. Alors que ni le retard ni la défiance face à la modernité ne constituent des explications complètement convaincantes, une mise en perspective plus globale s'avère nécessaire : il s'agira de traiter ces phénomènes comme des productions de la modernité et non comme des ratés de la modernité.

**D. H.-L.**

## Un certain refoulement de la religion

Dans l'hypothèse classique, vulgate de tous les sociologues jusqu'à la fin des années 60 et même au-delà, la perte religieuse était considérée comme inéluctable dans les sociétés modernes. La modernité était définie par trois caractéristiques, acceptées par tous. Ce qui leur permettait de partager une image commune de leurs propres sociétés. Quelles sont-elles ?

La première tient à **l'envahissement d'une rationalité scientifique et technique** qui produit le phénomène, décrit par Max Weber, du désenchantement du monde. Dans ces sociétés, on peut expliquer rationnellement, de manière humaine et sans intervention du surnaturel, tout un ensemble de processus naturels, sociaux, psychiques... Or, quand on commence à savoir que l'orage est un phénomène électrique, on n'a plus de raison d'avoir peur de la colère divine qui s'exprimerait durant les orages. La science et la technologie mettent à mal, et de plus en plus, les représentations religieuses du monde et un certain nombre de visions sacrées du monde.

La deuxième concerne **l'affirmation de l'autonomie de l'individu**. Ce qui a pour conséquence de saper l'omniprésence du religieux dans les sociétés traditionnelles. Commencé avec la Réforme, sur le mode religieux, le processus d'"autonomisation" s'accélère avec les grandes révolutions politiques du 18ème et 19ème siècles. Depuis, les sociétés occidentales n'ont cessé de renvoyer à l'image d'un individu autonome, capable de prendre son destin en main. La construction du sujet citoyen, capable comme individu doué de raison de déterminer ce qui est bien et ce qui est mal à ses yeux, capable avec d'autres sujets citoyens de construire le sens de la société dans laquelle il vit, renverse le principe de la souveraineté qui avait cours dans les sociétés traditionnelles. Dorénavant, la souveraineté va partir de la volonté exprimée par ces individus autonomes et non plus « descendre » du ciel. L'autonomie affirmée des individus, qui s'exprime principalement sur le terrain politique, remet ainsi en cause l'autorité des lois, des dispositifs de sens qui s'imposaient de l'extérieur aux individus.

Enfin, dernière caractéristique : **la séparation de la religion et du politique ou de l'Etat**. Toutes les sociétés en voie de modernisation ont suivi le même processus : rationalisation scientifique et technique, autonomie des individus et spécialisation des différentes sphères de l'activité sociale en constituent les fondements. La religion cesse d'être le dispositif englobant qui norme, ordonne l'ensemble des comportements humains. Pour la République, croire ou ne pas croire, n'affecte en rien la capacité de chacun à être reconnu comme un citoyen. Ainsi, le pouvoir des autorités religieuses d'influencer le Droit dans nos sociétés politiques est celle d'un acteur parmi tant d'autres et non comme puissance « gouvernante ».

En France, ce sont **les conflits entre la République et l'Eglise romaine, entre la science et la religion...**, qui ont donné sa physionomie propre à notre modernité. La guerre des deux France a produit une version singulièrement radicale de l'hypothèse d'exclusion de la religion par la modernité. La séparation de la religion et de l'Etat a été décidée – il faut le rappeler - pour protéger la République naissante des empiètements de l'Eglise. C'est ainsi que la République s'est émancipée de la religion, non pas en l'éliminant mais en lui accordant un espace parmi d'autres dans l'activité humaine.

Aux Etats-Unis, à l'inverse, l'histoire même de la religion avait favorisé le développement d'une culture politique démocratique. Du coup, dans ce pays, l'objectif du Premier Amendement qui instaure une séparation stricte entre le religieux et le politique n'est pas tant de protéger l'Etat de l'interventionnisme religieux mais bien de protéger les communautés religieuses des immigrants d'Europe des interventions brutales de l'Etat qu'elles avaient connu en Europe. **Le principe de séparation, dans une forme ou une autre, semblait acquis dans toutes les sociétés de haute modernité**. Or on observe que des courants et mouvements religieux qui ont le vent en poupe semblent aller jusqu'à le remettre en question, alors que par ailleurs ces sociétés sont de plus en plus sécularisées. Pourquoi ?

## Des formes de religiosité intégrale

Dès le début des années 70, certains esprits "anticipateurs" ont relevé **que l'effacement de la religion de la sphère publique ne fait pas disparaître le phénomène des croyants**. Esprit pénétrant, Raymond Aron était l'un d'eux. Il reconnaissait, certes, que les religions étaient en sérieuse perte de vitesse. Mais il soulignait aussitôt l'existence de formes de religion séculières dont la capacité d'emprise sur les fidèles, la façon de contrôler les sociétés était aussi puissante que celles des institutions religieuses. Il pensait évidemment au communisme. Mais parler de religions séculières à ce moment là, c'était, d'une certaine manière, reconnaître que des croyances tellement puissantes qu'elles peuvent mettre les individus en mouvement, les amener à se battre entre eux, existaient déjà à travers et dans cette modernité hautement sécularisée.

D'autres, sociologues et anthropologues des religions, ont découvert, avec surprise, que des coutumes anciennes, traditionnelles, comme les pèlerinages, les cultes des saints locaux, les pratiques de guérison..., **loin d'être des survivances de sociétés rurales en voie de disparition, connaissent un renouveau extraordinaire**. Ce renouveau ne s'est pas démenti depuis. Aujourd'hui encore, le pèlerinage est une des pratiques religieuses les plus développées dans les sociétés européennes où le paradigme de sécularisation continue pourtant à s'appliquer. Quant aux pratiques de guérison, et contrairement à ce que l'on pourrait croire, elles sont loin de concerner des paysans "attardés" de la modernité. Elles font florès, au contraire, au travers des nouvelles pratiques de thérapie douce, de mouvements spirituello-thérapeuthiques du type "New Age" dans les couches moyennes et moyennes supérieures. Il est intéressant de noter, à cet égard, la forte corrélation entre l'intérêt pour ces pratiques et le niveau de diplôme.

Une nouvelle forme de sécularisation se met progressivement en place où **la perte de vitesse des grandes institutions ne signifie nullement la disparition des croyances**. Au contraire. Dans des sociétés où plus personne ne va à la messe, au temple, ou à la synagogue, des croyances diverses prolifèrent. Les grands appareils du sens s'avérant incapables d'en assurer la régulation, les individus se mettent à bricoler, avec toutes les ressources disponibles - religion, traditions, pratiques...- leur propre "religion". Bien entendu, l'on dira qu'au 14<sup>ème</sup> siècle on bricolait aussi. Ce qui est vrai. Sauf qu'au 14<sup>ème</sup> siècle, la revendication d'un bricolage "religieux" menait au bûcher. Aujourd'hui, le croyant, même fidèle à son église ou à sa tradition religieuse, est tenu, en quelque sorte, d'affirmer l'authenticité de sa construction personnelle du sens.

Il n'y a de place que pour la vérité appropriée. Autrement dit, l'individu devient lui-même le critère d'une vérité qui ne peut plus, du coup, être affichée, contrôlée et régulée par en haut, à travers les appareils religieux. Ceci est vrai non seulement pour les institutions religieuses mais pour tout un ensemble d'autres institutions complètement séculières. **Dans ce contexte, la désaffection observée dans les églises, temples et autres lieux de cultes est trompeuse**. En effet, à observer de près la dissémination des phénomènes religieux, on se rend compte que la croyance fleurit partout, dans des sphères et des milieux où on ne l'attendait vraiment pas. Des sphères insérées dans la modernité culturelle la plus avancée. Cette dissémination aurait pu signifier une atomisation et une individualisation des croyances. Il n'en est rien. Elle s'accompagne, au contraire et assez paradoxalement, de la prolifération des demandes communautaires.

**La privatisation du religieux signe de fait la fin de la communalisation institutionnelle**. Ce qui ne signifie pas la fin de la communalisation religieuse. Elle favorise, en parallèle, le développement extraordinairement dispersé de diverses formes de petites communalisations à l'image des communautés nouvelles dans le christianisme, de groupes de réflexion, de réseaux affinitaires... Dès 1912, le sociologue et théologien allemand Ernst TROELTSCH, anticipait, de façon prémonitoire, l'émergence, à côté de l'église et de la secte – les deux modèles traditionnels de la socialisation religieuse dans l'histoire chrétienne-, de formes de socialisation en réseau, de petites communautés basées sur les liens interpersonnels. Elles deviendront, selon lui, des lieux où l'on discutera moins du dogme et plus des expériences personnelles. Force est de constater que ces formes de communalisation interindividuelle où s'inventent des références communes sont, aujourd'hui et dans toutes les traditions monothéistes, en plein essor.

Dans les sociétés dites avancées, **ce processus se met en place le plus souvent dans une version assez "soft"**. Il n'épargne pas non plus les grandes églises. Ainsi de nos jours, la vitalité du catholicisme français n'est plus assurée par les pratiquants dans les paroisses mais par le tissu des nouvelles communautés chrétiennes où les gens se réunissent par affinité. Raisons de cet engouement ? La possibilité pour les croyants d'y faire valoir l'authenticité de leur démarche personnelle et de la faire valider par leurs "frères". Mieux encore, il s'enrichit énormément du fait des nouveaux moyens de communication.

A cet égard, les Blogs, par exemple, constituent, à l'échelle planétaire, une autre possibilité de tisser en réseau de **la communalisation réciproque, dans laquelle des individus valident entre eux des idées qui leur sont chères**. Le même phénomène existe dans le domaine du « croire », selon le principe « que ce qui fait sens pour moi n'a de sens que s'il fait sens pour l'autre ». La stabilisation des systèmes de sens implique, rend nécessaire, des modes de validation du croire par la rencontre d'une altérité pour qui cela fait sens aussi.

Toutefois, **la participation à ce mode de validation mutuelle du croire demande énormément de ressources**. Elle exige un langage, des ressources culturelles et relationnelles... Qu'en est-il alors de ceux qui ne peuvent accéder à ces ressources de validation mutuelle ? Il leur reste la possibilité de se réunir dans de petites cellules où ils peuvent reconstituer des codes de sens clés en main. D'autres, derrière la figure d'un gourou, d'un chef religieux ou même d'un leader de quartier, peuvent revendiquer la possession d'un socle de certitudes. Ce qui explique le succès de certains groupes intégralistes religieux, là où des individus se trouvent dans des situations de déstructuration avancée. Mais aussi l'essor extrême de certains groupes religieux où des personnes participant à la plus grande modernité culturelle sont capables de se placer sous la dépendance d'un gourou jusqu'à abdiquer entièrement leur autonomie personnelle.

Aujourd'hui, une grande partie de ce que nous appelons « retour du religieux » est formé, en réalité, par des dispositifs de fabrication du sens pour tous les individus qui ne peuvent répondre à l'exigence relationnelle de la validation mutuelle. **Les mouvements intégralistes, intégristes, fondamentalistes, qui réaffirment les certitudes collectives ne sont nullement en contradiction avec l'individualisation et le système de tolérance généralisée que cette individualisation permet**. Ils en sont, en tension, l'exact répondant. Résultat : plus l'individualisation avance, plus l'intégralisme fleurit. Aspiration à la tolérance et guerres de religion marchent ainsi du même pas.

Dossier réalisé en collaboration avec [Meriem Sidhoum Delahaye](#)

## **La vie du Club**

### **Prochains petits-déjeuners**

**20 janvier 2006 : Luc Ferry**, philosophe, n'a pas seulement été ministre ; il a été professeur et a vécu les problèmes de l'éducation à tous les niveaux, en gros et en détail. Il nous dira ce dont il rêve pour les jeunes de demain et comment, à son avis, les obstacles peuvent être surmontés.

**22 février 2006 : Assemblée générale du Club**. Rapport moral, Rapport financier, Nominations au Conseil d'Administration. Perspectives 2006.

# En direct du Blog



## Commentaires sur « Ils ont tué Hippocrate »

Juste une réaction "à froid" sur l'article du Professeur Derenne.

Deux exemples que chacun comprendra :

- En tant que patient "en puissance" (si je puis dire) - donc "cobaye" potentiel - je suis fort aise que **la loi Huriet ait encadré strictement les conditions dans lesquelles des essais cliniques peuvent être effectués** ; certes le passage devant une commission, qui vérifie que les essais envisagés sont bien nécessaires et que le consentement des patients a été valablement recueilli, alourdit la procédure et la rend coûteuse, mais je préfère cela au "libre arbitre" de médecins ou de laboratoires tel qu'il prévalait avant l'introduction de cette législation et qui conduisait à ce que n'importe qui puisse essayer n'importe quelle thérapeutique sur un ou plusieurs de ses patients, le plus souvent sans rien lui en dire ; à l'heure où des articles de presse révèlent que des soldats de la première guerre du Golfe auraient été utilisés pour tester la "pilule anti-sommeil" à leur insu, une demande de libéralisation totale des essais cliniques ne pourrait que susciter l'inquiétude ; au passage, ces mesures ont désormais été harmonisées au niveau européen, ce qui tendrait à démontrer que nous sommes nombreux à commettre les "erreurs" dénoncées par le professeur Derenne ;
- la loi "anti-cadeaux" a été adoptée en réaction aux excès commis précédemment, où les laboratoires étaient fortement tentés "d'influencer" (pour utiliser un euphémisme) les prescripteurs de médicaments ; **elle comporte peut-être un excès de bureaucratie, mais me semble parfaitement justifiée dans son principe** ; quant à la dénoncer sous le seul motif qu'elle ne permettrait plus d'inviter tel ou tel professeur à un congrès (ce qui m'apparaît, au demeurant, juridiquement faux) il y a un pas qu'on devrait hésiter à franchir.

Voilà pour le débat car l'esprit de vigilance mérite au moins qu'on en discute...

Jean-Paul Tran Thiet, membre du Club

Votre contribution est tout à fait intéressante par les problèmes qu'elle pose.

Premièrement, il existait dans tous les pays « civilisés » des comités d'éthique chargés d'encadrer les expérimentations concernant aussi bien l'homme que l'animal. La France était en retard. Comme d'habitude, un certain nombre d'esprits se prétendant supérieurs a pensé qu'il fallait légiférer. Or, **il n'y avait absolument aucun besoin d'une nouvelle loi pour la bonne raison que le dispositif législatif antérieur était suffisant.** En effet, en matière pénale, le droit commun s'appliquait. En matière civile, le principe de non assistance à personne en danger était également suffisant en ce qui concerne les recherches qui impliquent des malades. La seule chose qui était nécessaire était la définition de bonnes pratiques cliniques comme c'est le cas dans tous les pays civilisés.

Contrairement à ce que vous dites, il ne s'agit en aucune manière de justifier certaines pratiques discutables. De toute façon **la loi Huriet ne s'appliquant qu'aux protocoles de recherche ne concerne aucune pratique déviante non protocolisée.** Autrement dit, un « chercheur » qui s'amuserait à essayer n'importe quoi en dehors de tout protocole ne tombe pas sous le coup de la loi Huriet !

La loi Huriet ne fait qu'introduire dans le droit français la notion de culpabilité a priori, héritage de la législation de la Convention (loi des suspects).

Je ne suis pas certain que cela représente **un progrès considérable pour les droits de l'Homme.**

Par ailleurs, la référence à l'article publié dans le Monde des 18 et 19 décembre 2005 par monsieur Yves BORDENAVE et madame Cécile PRIEUR, est bien mal choisi. Ces deux journalistes accumulent les inepties d'une façon remarquable et inhabituellement constante. **Ils y révèlent leur incompétence à propos des effets du Modafinil**, médicament largement expérimenté depuis 1985 et dont les effets secondaires sont particulièrement peu importants comme en témoigne son utilisation actuelle dans le monde dans de multiples pathologies qui sont responsables de somnolence.

Ces deux journalistes auraient du savoir que **l'usage antérieur était d'utiliser des amphétamines qui étaient évidemment beaucoup plus toxiques**. Fabriquer un « syndrome du golfe » à partir de telles fariboles démontre le sérieux de ces deux personnages.

Permettez moi de vous dire que vous vous trompez si vous pensez que je **demande une libéralisation totale des essais cliniques**. Je suis, pour ma part, partisan des procédures telles qu'elles ont été définies à l'échelon européen et non par la loi française.

En ce qui concerne la loi anti-cadeaux, encore une fois, j'ai l'impression que vous comprenez l'inverse de ce que j'ai dit. J'ai écrit et répété **qu'il y avait un grand danger aujourd'hui de placer la médecine sous la coupe des laboratoires pharmaceutiques**. La loi anti-cadeaux partant d'une de ces « bonnes intentions » dont l'enfer est pavé, a eu comme résultat net de placer la quasi-totalité de l'enseignement post-universitaire sous la coupe des laboratoires pharmaceutiques.

Il est impératif, pour assurer à la fois la qualité et l'indépendance de jugement des médecins, que **l'enseignement post-universitaire soit contrôlé par une instance indépendante des liens d'argent**.

En fait, tant la loi Huriet que la loi anti-cadeaux ont eu comme résultat net non pas d'améliorer les pratiques (l'amélioration s'est faite indépendamment des réglementations) mais de biaiser considérablement tant la recherche clinique que l'enseignement post-universitaire.

Sans vouloir polémiquer, je ne reconnais pas mes propos dans ce que vous semblez me faire dire.

Professeur Jean-Philippe Derenne



**Commentaires sur « Fini l'ANPE ? Vive l'ANSE ! »**

Vous avez raison, ça vaut le coup d'en discuter. Votre proposition me paraît intéressante (mais pourquoi faut-il que vous la terminiez sur la ritournelle à propos des "charges qui pèsent sur l'entreprise" ?) en particulier parce qu'elle pose la question de la sécurisation des parcours professionnels. C'est vraiment une question de fond. Pour ma part, je pense qu'elle ne pourra pas se régler par une réforme administrative. Je m'explique :

à mon avis, **le chômage est voulu, organisé**, non pas par un quelconque complot, mais par une myriade de décisions au sein des entreprises visant à réduire le coût du travail. C'est à la fois une conséquence de ces décisions et un moyen pour éviter que les salaires n'augmentent. Plus un employeur a de candidats sur un poste, moins chacun d'entre eux est en mesure de négocier son salaire. Et dans la mesure du possible, l'employeur essaie d'éviter la situation où il n'aurait pas le choix des candidats. C'est logique : il est lui-même soumis à la concurrence, il cherche à reporter cette concurrence sur les salariés. Par conséquent il est difficile d'imaginer les organisations patronales acceptant une ANSE unique. Elles exigeront l'éclatement de l'ANSE en une multitude de sociétés, privées de préférence. Et on se retrouve dans un système où le marchandage de main d'oeuvre est généralisé.

Même dans ce cas de figure d'ailleurs, il est important pour les employeurs que les demandeurs d'emploi soient le moins indemnisés possible, voire pas du tout : c'est la garantie de toujours trouver de la main d'oeuvre au prix le plus bas. Autant dire que toute réforme visant à augmenter les revenus des demandeurs d'emploi ne peut se faire que dans un rapport de force plus favorable aux salariés.

Jean Ploi, internaute

# Lu, vu, entendu



## La fabrique du crétin

**Jean-Paul Brighelli, Collection « Coup de gueule », Jean-Claude Gawsewitch Editeur, 221 p. – Paris 2005**

Jean-Paul Brighelli a de la vertu au sens romain du mot. Il a choisi de rester le plus longtemps possible dans un quartier particulièrement difficile et d'y enseigner de façon particulièrement rigoureuse. Les jeunes, heureux de ne pas être sous-estimés, ont accompli des efforts. Ils ont considéré Jean-Paul Brighelli non comme un prof mais comme un maître. Hélas – et c'est là une redoutable difficulté – n'est pas maître qui veut. **Un maître doit être admiré et, pour être admiré, il doit être admirable.** L'auteur est convaincant lorsqu'il fustige le nivellement par le bas des ambitions scolaires, la dégradation continue des programmes et le laxisme croissant des notations. Il l'est aussi lorsqu'il déplore que les examens, devenus des passoires, aient perdu leur valeur de rite de passage (nous l'avons également déploré dans *Vigilances* N° 35). Il l'est encore lorsqu'il souligne les faiblesses de la formation donnée aux futurs enseignants. Son « coup de gueule » est cohérent et comme, de plus, il est écrit avec verve dans une langue où abondent formules et trouvailles, le lecteur est séduit. Séduit mais impuissant. Jean-Paul Brighelli dénonce les erreurs d'hier sans indiquer ce qu'il faudrait faire demain. Nos enfants, cependant, rêveraient d'avoir un prof comme lui. Quel talent !

M. U.

## L'engrenage de la technique : Essai sur une menace planétaire

**André Lebeau, Editions Gallimard, 266 p., Paris 2005**

Au 15<sup>ème</sup> siècle, l'île de Pâques comptait, vraisemblablement, 15 000 habitants. Elle était couverte d'une riche forêt tropicale et bénéficiait de riches faune et flore. A sa découverte, en 1722, sa végétation avait disparu et sa population a été divisée par 15 - 400 habitants y "survivaient" misérablement. Que se passa-t-il entre ces deux dates ? Minés par les divisions, les différents groupes de l'île rivalisaient de signes attestant de leur supériorité. Ils surexploitérent les ressources de l'île, érigèrent des Totems, plus grands les uns que les autres, jusqu'à la disparition entière des palmiers et des grands arbres de l'île. Les récoltes se firent chiches du fait de l'érosion des sols et ils ne purent compenser par les richesses de la mer toute proche puisqu'il n'y avait plus de bois pour construire des embarcations. C'est ainsi, affirme André Lebeau, géophysicien et ancien haut responsable du Cnes, qu'après la faune et la flore, les habitants de l'île frôlèrent l'extinction totale (voir *Collapse : How Societies Choose to Fail or Succeed* par Jared Diamond, *Vigilances* 37, P.13). **Pourrions-nous éviter, à l'humanité, le destin de l'île de Pâques ?** Rien n'est moins sûr estime l'auteur. André Lebeau s'inquiète, en particulier, de la tendance de l'espèce humaine « à se constituer en groupes (...) qui s'opposent les uns aux autres pour le contrôle des ressources et de l'espace ». Dans ces conditions, seule la "superstructure culturelle", ensemble d'acquis transmis d'une génération à l'autre par l'éducation et capable d'influer sur les comportements collectifs, pourrait, selon l'auteur, conjurer ce scénario noir.

M. S. D.

## Evolution biologique et évolution culturelle

**Luca Cavalli-Sforza, Editions Odile Jacob, 251 p., Paris 2005**

Sélection, mutation, migration, évolution, drift... Tous ces mécanismes et facteurs évolutifs qui constituent la base de la génétique seraient, selon Luca Cavalli-Sforza, spécialiste mondialement reconnu de la diversité génétique et professeur à l'Université Stanford (Californie), applicables au champ de l'évolution culturelle. Et **l'interaction entre évolution génétique et évolution culturelle** est plus forte qu'on ne l'imagine, assure-t-il. Comment une culture se conserve-t-elle ? Des différences culturelles influent-elles sur la culture ? Remontant le fil du temps, de l'apparition des premiers hommes sur terre à nos jours, l'auteur analyse, dans ce livre passionnant, les mécanismes de l'évolution génétique et culturelle, trace des parallèles, pose des hypothèses et esquisse des réponses absolument inédites.